



FRANCE

« On peut craindre un rebond de la circulation virale à l'automne »

Pour l'épidémiologiste Mircea Sofonea, l'assouplissement annoncé à l'école n'est pas assorti de la surveillance nécessaire des contaminations

ENTRETIEN

Mercredi 22 septembre, à l'issue du conseil des ministres, le gouvernement a annoncé la levée de l'obligation du masque à l'école dès le CP, à partir du 4 octobre, dans les départements où le taux d'incidence sera inférieur à 50 pour 100 000 habitants depuis cinq jours. Pour autant, le passe sanitaire reste en vigueur sur l'ensemble du territoire. Mircea Sofonea, épidémiologiste au laboratoire Maladies infectieuses et vecteurs : écologie, génétique, évolution et contrôle, à l'université de Montpellier, analyse ces mesures.

Le maintien du passe sanitaire est-il justifié ?

Oui. Le passe sanitaire a contribué à plafonner la quatrième vague, même s'il faut attendre des analyses poussées pour quantifier son impact. Il y a donc un argument de précaution dans la poursuite de ce dispositif. Certes, la situation épidémiologique est à ce stade favorable et la baisse des infections est robuste. Le système sanitaire peut encaisser un léger rebond. L'enjeu est maintenant d'identifier les mesures qui peuvent être levées sans compromettre le contrôle de l'épidémie.

La levée du port du masque à l'école n'est-elle pas précoce ?

A trois semaines de la rentrée, le recul sur l'impact de la reprise des cours sur la circulation du virus en population générale est encore limité. On sait, de plus, qu'il y a un délai entre la dynamique de transmission chez les plus jeunes, moins vaccinés, et

ses répercussions sur le reste de la population. Avec l'arrivée du froid, la crainte réside dans une moindre aération des locaux, concentrant davantage les particules virales. Le variant Delta, de plus, est indéniablement plus contagieux.

Mais dans quelle mesure sa contagiosité sera accrue à la mauvaise saison ? En levant l'obligation du port du masque, on supprime une mesure qui marche, sans pour autant chercher à la compenser par une alternative plus supportable, à savoir la mise en place des purificateurs d'air dans toutes les salles de classe.

La vigilance est donc de mise, d'autant que les départements concernés, nombreux, couvrent une grande partie du territoire métropolitain.

Ne fallait-il pas se donner les moyens de surveiller l'impact de cette mesure ?

En effet. La question qui se pose est de savoir à partir de quels seuils et sur quelles données dira-t-on : « Il était trop tôt pour prendre cette mesure, on va rétablir le port du masque. » Pour cela, une épidémiologie renforcée est nécessaire. Avant d'étendre à tout le territoire une levée de mesure, il aurait été pertinent de déployer différents protocoles à titre expérimental, assortis d'une étroite surveillance épidémiologique, dans les communes ou territoires où la circulation du virus est faible et l'activité hospitalière liée au Covid faible. On se serait ainsi donné les moyens de suivre attentivement l'impact de ces mesures sur l'incidence, à l'aide d'un dépistage massif, aléatoire et fréquent, dans

toutes les classes d'âge, et d'enquêtes systématiques en cas de clusters. Les modèles épidémiologiques ne font pas tout, ils doivent aussi être alimentés par des données à jour et non biaisées.

L'enjeu est de déterminer la combinaison de mesures que l'on peut lever, pour donner à la société l'impression de respirer tout en maintenant l'épidémie sous contrôle. La progression de la couverture vaccinale, la contagiosité accrue du Delta, l'arrivée de la mauvaise saison... sont autant d'éléments porteurs d'incertitudes.

Faut-il craindre une nouvelle vague de contaminations ?

Il n'y a aucun élément signalant une prochaine vague à court terme. A moyen terme, en octobre-novembre, tout dépendra de la synergie entre la contagiosité du

variant Delta et nos modes de vie à la saison froide. De fait, on peut craindre un rebond de la circulation du virus à l'automne. Mais ce rebond se transformera-t-il en vague, à la faveur notamment de la levée des mesures barrières, ou bien une vigilance accrue sur nos modes de vie maintiendra-t-elle à niveau la transmission du virus ? A plus long terme, à l'horizon 2022, tout dépendra des variants qui circuleront – ou qui circulent déjà sans avoir été détectés – et de l'efficacité des vaccins sur les nouveaux mutants apparus. Sans compter cette autre question : l'exécutif sera-t-il prêt, en cas de nouvelle vague, à prendre des mesures de limitation des interactions sociales, en plein milieu d'une campagne présidentielle ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
 FLORENCE ROSIER

